

**COUR DES ASSURANCES SOCIALES**

---

---

Décision du 23 juin 2009

---

Présidence de Mme DI FERRO DEMIERRE, juge unique  
Greffière : Mme Trachsel

\*\*\*\*\*

Cause pendante entre :

S. \_\_\_\_\_, à Blonay, recourante,

et

**CAISSE CANTONALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES** (ci-après : la  
caisse), à Clarens, intimée.

---

**Art. 94 al. 1 let. c LPA-VD**

**Vu** le recours formé le 30 avril 2009 par S. \_\_\_\_\_ à l'encontre de la décision prise le 2 avril précédent par la caisse,

vu la réponse déposée le 27 mai 2009 par la caisse,

vu la déclaration de retrait du recours envoyée par la recourante le 15 juin 2009 ;

**considérant** qu'il y a lieu de rayer la cause du rôle par suite de retrait du recours, selon la procédure de l'art. 94 al. 1 let. c LPA-VD (loi vaudoise du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative ; RSV 173.36),

qu'il n'y a pas lieu de percevoir des frais de justice (art. 49 LPA-VD), ni d'allouer des dépens (art. 55 LPA-VD).

**Par ces motifs,  
le juge unique  
p r o n o n c e :**

- I.** La cause est rayée du rôle par suite de retrait du recours.
- II.** Il n'est pas perçu de frais judiciaires ni alloué de dépens.

Le juge unique :

La greffière :

**Du**

La décision qui précède est notifiée à :

- S. \_\_\_\_\_, à Blonay ;
- Caisse cantonale d'allocations familiales, à Clarens ;

par l'envoi de photocopies.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral au sens des art. 82 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral ; RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 Lucerne) dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF).

La greffière :